

BULLETIN CANADIEN DES VIVRES

No 2.

Ottawa, samedi, 17 novembre 1917.

No 2.

Le Bulletin Canadien des Vivres, est publié par l'autorité du Contrôleur des Vivres, dans le but de renseigner les associations provinciales coopérant au Contrôle des Vivres, ainsi que les sociétés et individus que la question intéresse. Il est également destiné à mettre les Comités Provinciaux au courant du travail fait par le Bureau Central. Les renseignements publiés dans ce Bulletin seront préparés soigneusement afin d'en assurer l'exactitude et pour qu'ils puissent servir de registre permanent du travail effectué par le Contrôle des Vivres au Canada. Nous suggérons à nos lecteurs de conserver ce Bulletin à titre de références. Toute correspondance relative aux articles ou rapports à être publiés dans le dit Bulletin, doit être adressée au Service des renseignements, Bureau du Contrôleur des Vivres, Ottawa.

LE CANADA ET LA RARETÉ MONDIALE DES VIVRES.

LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS dans la correspondance officielle d'Europe et les dernières estimations des récoltes démontrent clairement que la situation mondiale des vivres est d'une gravité qui dépasse tout ce que nous pouvions prévoir il y a quelques mois. A moins que nous ne consentions à faire quelques sacrifices dans notre manger et que nous nous gardions de tout gaspillage alimentaire, il se peut que la victoire définitive de nos armées soit compromise.

Les rapports sur les récoltes de France et d'Italie indiquent que nous serons obligés à tous les efforts et forcés de conserver chaque once de nourriture pour compenser la disette chez nos alliés. Un désastre temporaire est survenu dans les troupes d'Italie, et il faudra les soutenir en précipitant les expéditions de vivres. Les besoins de la Grande-Bretagne seront de beaucoup plus grands que l'an dernier. Il nous faudra aussi protéger les femmes et les enfants de France contre des souffrances terribles, et nous assurer que la cause des alliés ne sera pas affaiblie par l'insuffisance des approvisionnements essentiels de vivres.

La situation est grave aujourd'hui et le temps est venu où le peuple du Canada doit comprendre que les alliés comptent sur le continent nord-américain bien plus que par le passé. Il est en notre pouvoir à tous d'appuyer efficacement l'effort de nos armées. Le cultivateur canadien a fait sa part en récoltant une moisson superbe. Des plans ont été arrêtés pour une production plus forte encore l'an prochain. Mais d'ici la prochaine récolte, le seul moyen d'augmenter le surplus exportable de vivres est, pour le consommateur, de faire son devoir. L'efficacité de combat des troupes alliées sera entravée à moins que le Canada ne comprenne la gravité du problème des vivres. Une responsabilité immense repose sur nous—l'issue de la guerre en dépend peut-être.

W. J. HANNA,

Contrôleur des Vivres.

Fins poursuivies par le contrôle des vivres

Les fins poursuivies par le Contrôle des Vivres sont:

- D'assurer aux armées alliées la plus grande quantité possible de nourriture appropriée;
- D'assurer à la population civile de la Grande-Bretagne et des nations alliées la plus grande quantité possible de nourriture appropriée;
- D'assurer à la population civile du Canada suffisamment de nourriture appropriée, à des prix raisonnables.

Ces diverses fins peuvent être atteintes par

- L'augmentation de la production des substances alimentaires;
- L'élimination des pertes dans la manutention et l'emploi des vivres;
- Le détournement partiel de la consommation des produits nécessaires au ravitaillement des armées et de la population civile de la Grande-Bretagne et des pays alliés, principalement du blé, de la farine, du bœuf et du bacon;
- La prévention de la hausse exagérée des prix des vivres.

UN MARCHÉ POUR LE BEURRE EST ASSURÉ

Les marchands Canadiens des produits de la laiterie n'ont rien à craindre.

Dans un communiqué aux journaux, expliquant pourquoi, dans les conditions présentes, il est nécessaire de permettre la vente de l'oléomargarine au Canada, le Contrôleur des Vivres a rappelé qu'il est connu que l'homme doit consommer une quantité suffisante de corps gras. Or le beurre a augmenté et continue à augmenter de prix, ce qui fait que bien des gens ne peuvent plus en acheter. De plus, il semble que les prix doivent inévitablement augmenter encore, parce que les prix actuels du beurre ne sont pas en rapport, au point de vue des corps gras qui rentrent dans le beurre, avec le prix que l'on paie pour le lait tel que trait.

"Il n'y a que deux façons d'envisager la question" d'après le Contrôleur des Vivres. "Primo, dit-il, nous aurions pu fixer un prix arbitraire pour le beurre, mais il en serait résulté une réduction de sa production, car le lait aurait été employé d'autre façon. Il faut, en effet, se souvenir que le prix payé aux producteurs de lait au Canada, est déterminé en grande partie par ce que les usines où l'on condense le lait, consentent à payer celui-ci. Et, il faut tenir compte que les prix élevés que ces usines ou fabriques de lait condensé paient pour du lait, sont la conséquence des prix que les acheteurs des pays alliés paient à leur tour le lait condensé. En outre le coût de production du lait a beaucoup augmenté depuis le commencement de la guerre, et le fermier doit être payé non seulement de façon à couvrir le coût de production, mais aussi de façon à lui assurer un bénéfice raisonnable.

"Secondo, nous aurions pu permettre l'emploi d'un succédané. C'est cette deuxième ligne de conduite que nous avons adoptée. Et je ne puis dire que notre autorisation de vendre de l'oléomargarine en ce pays doive contribuer à faire baisser le prix du beurre. En effet, les commandes de beurre qui parviennent d'outre-mer sont pour ainsi dire illimitées par comparaison à la production du Canada. Au surplus, aux Etats-Unis le prix du beurre est aujourd'hui au moins aussi élevé qu'au Canada. En septembre, le prix moyen du beurre aux Etats-Unis a été de 50 cents la livre; cependant qu'en Angleterre son prix en gros était de 53.76 cents la livre. Au début de la guerre le Ca-

nada importait à raison de sept millions de livres de beurre par an, principalement de la Nouvelle-Zélande et des Etats-Unis, ces importations sont tombées à un très petit chiffre, surtout quant à celle provenant de certains points des Etats-Unis.

"Entre temps nos exportations de beurre ont augmenté énormément. Au cours de l'année fiscale qui s'est terminée le 31 mars 1914, l'exportation totale du beurre canadien s'est élevée à 1,228,753 livres; tandis qu'au cours de l'année fiscale qui s'est terminée le 31 mars 1917, elles ont augmenté jusqu'à 7,990,435 livres. Depuis l'augmentation n'a fait que s'accroître. Or, pendant que nos exportations de beurre s'accroissent, le prix du beurre passait de 35 à 50 cents environ. Et il est à noter que nous ne fournissons qu'une faible quantité du beurre dont ont besoin les Alliés. En 1914 la Grande-Bretagne seulement a importé 446,230,848 livres de beurre, et en 1916, malgré les difficultés du transport maritime et une consommation forcément réduite, elle en a importé pas moins de 243,646,480 livres. Pendant des années après la guerre, l'Europe aura besoin de tout le beurre que le Canada pourra produire pour l'exportation, et il est certain que les prix du beurre demeureront élevés. Ceci prouve que les fabricants des produits de la laiterie n'ont rien à craindre au Canada, au sujet de l'autorisation donnée de vendre de l'oléomargarine. Le producteur ne court aucun danger de manquer d'acheteurs.

"Les règlements concernant la fabrication, l'importation et la vente de l'oléomargarine au Canada ont été soigneusement conçus, et ils protégeront efficacement le public contre toutes manœuvres frauduleuses."

Récent arrêté en conseil approuvé

A une assemblée du conseil municipal de Montréal, tenue le 29 octobre, il a été adopté une résolution approuvant l'arrêté en conseil qui permet la fabrication au Canada et l'importation de l'oléomargarine.

"Les récoltes mondiales ne suffiront ni à nous-mêmes, ni à nos alliés, au cours des douze mois prochains, à moins qu nous ne diminuions sensiblement les quantités de vivres actuellement consommées."—Lord Rhondda.

SOMMAIRE DU BUREAU DU CONTROLEUR DES VIVRES.

On entend dire parfois: Quel travail fait le Contrôleur des Vivres?" Il est impossible de répondre à cette question d'une façon complète, mais voici une liste de quelques travaux accomplis par le Contrôleur des Vivres:—

Règlement établissant une réduction sur la consommation du bœuf et du bacon, et ordonnant des substituts au pain blanc dans les hôtels et les restaurants. Une grande quantité de bœuf, de bacon et de fleur blanche, est ainsi économisée.

Campagne pour encourager l'usage du poisson et augmenter sa production.

Travail coopératif avec les gouvernements provinciaux, en vue de développer la production du poisson dans les rivières et les lacs.

Propagande dans les différentes provinces en vue d'encourager chez le peuple l'économie des vivres, et de diminuer la consommation des vivres dont les alliés ont besoin.

Un comité s'occupe de la question des pommes de terre, et des moyens à prendre pour encourager leur plus grande consommation, et assurer par ce moyen l'économie de la fleur.

Des experts étudient la question du lait et les moyens à prendre pour en réduire le prix dans les villes. Les prix élevés sont évidemment dus à la grande demande pour du lait évaporé ou concentré. D'autres sujets à propos du lait, sont également à l'étude, et le comité a reçu déjà un grand nombre de renseignements utiles.

Les profits des meuniers ont été limités à un maximum de 25 cents pour moudre la quantité de blé requise pour faire un baril de farine de 196 livres, et de plus faire la moulée après que la farine a été extraite du blé.

Des arrangements ont été conclus pour avoir dans les minoteries du Canada, trois qualités reconnues de fleur pouvant servir à former un pain nourrissant.

Le Contrôleur des Vivres a obtenu l'autorité nécessaire, pour obliger les maisons de commerce à fournir les renseignements qu'il désire obtenir.

Les marchands de gros, de fruits et de légumes, seront limités à des profits raisonnables, et ils devront se procurer une licence qui sera émise par le Contrôleur des Vivres.

Les repas ont été simplifiés à bord des wagons-buffets, à la demande du Contrôleur des Vivres, et les compagnies de chemin de fer se sont soumises de bonne grâce à la recommandation.

Des experts étudient en ce moment la question des profits réalisés par les marchands de fruits de l'ouest du Canada. Des représentants du Contrôleur des Vivres étudient sur les lieux cette question.

Le Contrôleur des Vivres contribue à obtenir pour l'ouest du Canada, l'approvisionnement de pommes de terre dont cette partie du pays a besoin. On se procure ces pommes de terre dans la Nouvelle-Ecosse qui, d'habitude, exportait son produit en Angleterre.

La disette de gazoline qui menaçait les pêcheurs des côtes du Pacifique et de l'Atlantique, a été évitée, le comité du poisson ayant envoyé à ces pêcheurs, un approvisionnement de gazoline.

Une conférence a eu lieu entre M. Hanna et Lord Northcliffe, et des représentants de l'Administration des Vivres des Etats-Unis, afin de s'entendre et faciliter le travail des acheteurs des nations alliées qui viennent se procurer des vivres en ce pays ou aux Etats-Unis.

Une propagande en vue de renseigner les populations des différentes provinces à propos des vivres, se poursuit en ce moment, et ne manquera pas de donner les meilleurs résultats.

Des arrangements sont conclus avec le ministère de la Marine et des Pêcheries, en vue de fournir à la population de l'Ouest, de la côte du Pacifique, jusqu'à Winnipeg, du poisson du Pacifique, à un prix raisonnable.

Des représentations ont été faites au gouvernement britannique, en vue d'obtenir de l'Angleterre, les rets et les filets dont les pêcheurs canadiens ont besoin.

Une campagne de "cartes d'engagement de service alimentaire", a été entreprise dans la province d'Ontario, et s'étendra bientôt dans toutes les autres provinces.

Le bureau du Contrôleur des Vivres s'est assuré la coopération active et les services de renseignements d'hommes d'affaires en vue de ce pays.

Des arrangements ont été conclus avec le ministère de l'Agriculture, en vue d'encourager les fermiers à ne pas tuer les veaux sur une aussi grande échelle. Le but est d'encourager, autant que possible, l'élevage des animaux.

Le comité qui s'occupe des fruits et des légumes publie des rapports, fournis par des correspondants, qui donnent les prix en gros des patates dans les principales villes de l'est canadien, et les prix payés aux producteurs dans les principaux centres de production.

Lorsqu'elles sont approuvées, on s'occupe des demandes de licences d'importation de maïs ou blé d'inde et on les expédie à l'administration des Etats-Unis qui s'occupe des vivres.

Le comité du lait, nommé par le Contrôleur des Vivres, pour étudier la question du lait, quant à sa production et à sa distribution, a fourni un rapport qui sera publié bientôt.

A la demande du Contrôleur des Vivres, il a été passé un arrêté en conseil qui permet la vente et l'importation de l'oléomargarine, lorsque l'on est détenteur d'une licence à cet effet.

A la demande du Contrôleur des Vivres on a passé un arrêté en conseil qui défend l'emploi de produits alimentaires pour la distillation de boissons spiritueuses pouvant être bues.

Faites votre part pour assurer le succès de l'emprunt canadien de la Victoire.

Vous serez prêt alors pour la campagne de production et de conservation.

On a inauguré une campagne active, dans laquelle le Contrôleur des Vivres, coopérant avec le ministre de l'Agriculture, se propose de favoriser l'augmentation de la production, au Canada, des porcs et autres animaux de boucherie.

NOTES DU COMITE DU POISSON.

Des commandes nombreuses ont été reçues pour obtenir du poisson du comité spécial, et des mesures ont été prises pour assurer la distribution facile et prompte de ce poisson.

DU POISSON POUR L'OUEST.

Encouragement pour fournir à prix réduit du poisson du Pacifique.

Comme résultat de recommandations faites par le Comité du Poisson, du bureau du Contrôleur des Vivres, et de négociations qui se poursuivent en ce moment, il est devenu possible d'utiliser pour la consommation, certaines variétés de poissons du Pacifique, qui jusqu'aujourd'hui ont été pratiquement ignorées. Ce poisson pourrait être mis sur le marché de l'Ouest, à partir des côtes du Pacifique en allant vers l'Est jusqu'à Winnipeg. Un arrêté en conseil a été mis en vigueur lundi dernier, d'après lequel le gouvernement fédéral apporte des modifications dans les subventions accordées pour fournir le poisson frais de la côte du Pacifique, à la section des prairies de l'Ouest, jusqu'à la frontière est du Manitoba. Jusqu'ici, ces subventions étaient de un tiers du coût de transport par express du flétan et du saumon. A l'avenir la subvention sera des deux tiers du coût de transport par express de certains poissons frais, gelés, fumés ou en conserves, tels que la morue à chair blanche ou rose, le poisson gris, et les poissons plats, excepté le flétan. Le Comité du Poisson prépare en ce moment une conférence à laquelle assisteront des représentants de l'industrie du poisson des côtes du Pacifique; M. Joseph Maddock, de Taconna, représentant les intérêts des industries de pêche des Etats-Unis, puis des représentants de l'Union des Pêcheurs du Pacifique. Le but de la conférence est de venir à une entente sur une échelle de prix tant pour les pêcheurs que pour les consommateurs, pour le poisson qui est mentionné plus haut. Les administrations des vivres, du Canada et des Etats-Unis, seront représentées à la conférence.

FILETS POUR LES PÊCHEURS.

Jusqu'ici, les pêcheurs du Canada ont obtenu leurs filets et leurs rets de l'Irlande et de l'Ecosse. Or, le gouvernement britannique a placé un embargo sur ces articles, et à moins que cet embargo ne soit enlevé, il sera impossible pour les pêcheurs canadiens d'importer des rets ou des filets, et comme résultat, la quantité de poisson qui sera pêchée au printemps prochain, sera considérablement diminuée. Le Contrôleur des Vivres du Canada a porté à l'attention des autorités britanniques les résultats désastreux pour les pêcheurs canadiens, que produira l'embargo, et a insisté auprès du gouvernement anglais pour que cet embargo soit enlevé.

PROBLÈME DU CONTRÔLE DES ALIMENTS.

Conférence faite par W. J. Hanna, C.R., Contrôleur des Vivres du Canada.

Au cours d'une conférence faite à Montréal à une réunion de la Ligue des Ménagères, l'honorable M. Hanna a dit que les questions politiques étaient absolument étrangères au département du Contrôle des vivres, et le seraient dans l'avenir. Faisant allusion à ce qui a été accompli jusqu'ici, le Contrôleur des Vivres a déclaré qu'il cherchait à obtenir des pouvoirs qui l'autoriseraient à exiger que tous les marchands de fruits et de légumes, en gros, faisant affaires à l'est de Port-Arthur ou de Fort-William, obtiennent des permis pour conduire leur négoce. Ces marchands licenciés seraient obligés de présenter des rapports indiquant toutes les ventes et les profits, et la différence entre le prix d'achat et le prix de vente. Ils ne pourraient dépasser un montant raisonnable et peu élevé. La situation dans l'Ouest, en autant qu'il s'agit du commerce en gros, fait le sujet d'une enquête minutieuse sur place, et qui est conduite sous la direction de représentants du Contrôleur des Vivres.

M. Hanna a dit que le marché des pommes occupait une position bien différente de celle d'il y a deux ans. Dans l'ouest de Québec, et de l'Ontario, la récolte ne dépassait pas 15 pour 100 de la récolte normale. Dans la Nouvelle-Ecosse, la récolte était considérable, mais les pomiculteurs étaient privés de leur marché ordinaire, à cause de l'embargo sur les pommes dans le Royaume-Uni. La faible récolte de pommes dans le Canada central, a fait surgir la nécessité de recourir à la récolte de la Nouvelle-Ecosse, et de transporter des pommes aux endroits où on en avait besoin. Cette démarche a nécessité l'obtention de 4,000 wagons additionnels, vu qu'aucuns wagons n'avaient été requis pour cette fin depuis quarante ans. Des arrangements ont été conclus qui ont permis la livraison de ces pommes aux marchands-détailliers et même aux consommateurs, la livraison se faisant directement des wagons afin de simplifier ce service le plus possible. Le travail du Contrôleur des Vivres consistait à utiliser les facilités existantes et l'expérience de ceux qui se livrent aux différents emplois, au bénéfice du consommateur.

Continuant, M. Hanna a dit que la récolte de pommes de terre a été très considérable, cette année, l'excédant au-dessus de la récolte normale, s'élevant à cent millions de boisseaux aux Etats-Unis, et à environ dix millions de boisseaux au Canada. A l'ex-

ception de Québec et d'une partie du Nouveau-Brunswick, où la rouille s'est attaquée aux pommes de terre, la récolte a été également distribuée dans tout le Canada. La fixation d'un prix arbitraire fut, cependant, une question difficile à régler, car le marché des pommes de terre serait, le printemps prochain, dans une situation différente à celle d'aujourd'hui, et ce qui plus est, si le producteur n'était pas remboursé pour le coût de production, il ne sèmerait pas de pommes de terre de nouveau, avec le résultat qu'il y aurait une aussi grande rareté en 1918 qu'en 1916.

"La question du lait semble facile", a dit M. Hanna, "mais c'est en réalité l'une des questions les plus difficiles à régler. A moins que M. Hoover et moi puissions trouver un projet de coopération directe, je ne vois pas comment nous pouvons faire face à la situation qui a surgi." Il y a deux ans, le marché du lait consistait à approvisionner les beurrieres et les fromageries. Ces industries donnaient un bon rendement sur les placements, quand le fromage se vendait de 13 à 17 cents la livre. Il fallait employer dix livres de lait pour faire une livre de fromage. Aujourd'hui, le fromage rapporte plus de 21 cents, et le lait environ \$2 par 100 livres. Un nouveau facteur est apparu sur la scène, à savoir le manufacturier du lait concentré. La demande pour le lait ainsi préparé a augmenté de faibles proportions à d'énormes proportions, afin de subvenir aux besoins de l'armée d'outre-mer. Les bescins actuels sont quatre fois plus considérables qu'ils ne l'avaient été jusqu'ici, et pour obtenir des approvisionnements, on est prêt à payer aucun prix pour le lait. A l'heure actuelle, il y a une offre qui s'applique au territoire situé entre Brockville et la baie de l'undy, de payer 3½ cents la livre, comparé au prix régulier de 2 cents. Il a fallu cent livres de lait pour fabriquer quatre livres de beurre et du moment où les beurrieres seraient obligées de payer \$3.50 pour cent livres de lait, le prix du beurre au détail sauterait à 87½ cents la livre.

"Cette situation exige une action énergique" a dit le Contrôleur des Vivres. "Nous nous mettons en communication avec les cultivateurs et les laitiers. Je n'ai pas beaucoup de sympathie, en des temps comme ceux que nous traversons, pour des hommes qui ne sont pas prêts à accepter un profit raisonnable. Mais, je ne crains pas

le verdict des laitiers. Ils consentiront à donner à nos garçons et à nos filles la nourriture dont ils ont besoin."

Avant de fixer le prix du pain, il a fallu d'abord établir un prix pour le blé. Ceci a été fait il y a quelque temps, et les dix derniers jours ont été consacrés à la question de la farine. Toutes les meuneries ayant une capacité de cinquante barils par jour, ont dû s'enregistrer, et spécifier leurs frais et leur rendement jusqu'au dernier centin. Aucune meunerie ne doit recevoir une marge de plus de 25 cents le baril, pas 25 pour 100, mais 25 cents le baril. Avec cette base, il ne serait pas difficile de fixer un prix raisonnable pour le pain. D'ici à la fin de la guerre, la farine doit être fabriquée du blé qui donnera un pain nutritif.

M. Hanna a dit que la question du contrôle des abattoirs serait ensuite mise à l'étude, et il s'attend à avoir l'appui de toutes les firmes engagées dans ce commerce.

Le Contrôleur des Vivres a fait allusion à la question de la restriction de la vente des produits alimentaires en paquets, et a indiqué que le prix était beaucoup plus élevé que dans les cas où les mêmes produits étaient achetés en grosses quantités. Il a aussi appuyé sur la nécessité de faire usage de substituts pour la farine de blé, sans tenir compte du fait que le prix du substitut peut être plus élevé. Le maïs se vend, aujourd'hui, à un prix plus élevé que le blé à Chicago.

Répondant à une demande de renseignements faite par une personne dans l'auditoire, le problème du sucre a été discuté et M. Hanna a fait l'exposé d'une situation qui était peu connue des consommateurs. La quantité de sucre brut disponible pour les raffineries au Canada et aux Etats-Unis, est faible, au point d'être une cause d'alarme pour les deux pays. Récemment, une crise a éclaté, mais des mesures énergiques furent prises par les départements du Contrôle des vivres à Ottawa et à Washington, afin d'assurer un approvisionnement continu. Depuis le commencement de la guerre, Cuba a été la principale source de sucre où le monde s'est approvisionné, et il faut tenir compte du fait que les Etats-Unis étaient en contact immédiat avec l'île, et que le Canada ne l'était pas. M. H. B. Thomson, représentant le Contrôleur des Vivres du Canada, a été à New-York, mais il n'a pas encore réussi à obtenir même un approvisionnement raisonnable. Il n'est que juste que le Canada sache que le dernier envoi de sucre brut pour le Canada, est maintenant en route. Il serait question de décider

si l'on permettrait la fabrication et la vente de bonbons, de confiseries et de confitures. Ceci priverait malheureusement des milliers de personnes de leur emploi.

COMPTONS SUR L'AMERIQUE.

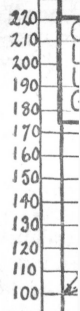
Impossibilité de trouver ailleurs des vivres pour les alliés.

Voici des extraits d'un rapport récemment publié par lord Rhondda, le contrôleur des vivres en Grande-Bretagne:

"D'après mes renseignements, durant les douze prochains mois, le minimum de nos besoins en vivres à recevoir des Etats-Unis et du Canada s'élèvera à plus de dix millions de tonnes, et représentera, sans compter les frais de transport, une dépense de plus de £250,000,000, soit approximativement une somme de trois à quatre millions de dollars par jour. La majeure partie de ce montant sera affectée à l'achat de céréales, de produits du porc, de sucre et de viande."

"On a répandu la rumeur que j'avais interdit l'importation future du lard fumé (bacon) du Canada, en insinuant que je favorisais l'exportation des Etats-Unis. L'idée est trop puérile pour que je sois obligé de la nier, étant donné que les Alliés européens auront évidemment besoin d'une partie considérable du surplus exportable des produits alimentaires essentiels, tant des Etats-Unis que du Canada. J'espère que l'excédent exportable dépassera de beaucoup les estimations, à la suite de la propagande de l'économie et de la production des vivres qui se poursuit à la fois au Canada et aux Etats-Unis."

"Le danger de la situation des vivres ne consiste pas tant dans le péril sous-marin que dans la disette universelle de céréales, de viandes et de matières grasses. . . . Le resserrement du blocus est une épée à deux tranchants. Il en résulte une importante diminution accusée dans les importations du bacon et d'autres produits du Danemark aux Etats-Unis. En conséquence, nous dépendons plus que jamais du continent nord-américain pour nos approvisionnements. Nous ne pouvons nous procurer ailleurs ce que nous demandons aux Etats-Unis et au Canada. A moins que les Alliés d'Europe ne réussissent à importer les approvisionnements nécessaires pour nourrir leurs armées et leurs populations civiles, la victoire peut glisser de nos mains unies."



Le
Etats-U
chaque

PLUS

au
leur pr
est le
faits r
lées pe
fera re
les cha
les au
recueil
les pri
mentat
et-une
pile au
du Bu
Board

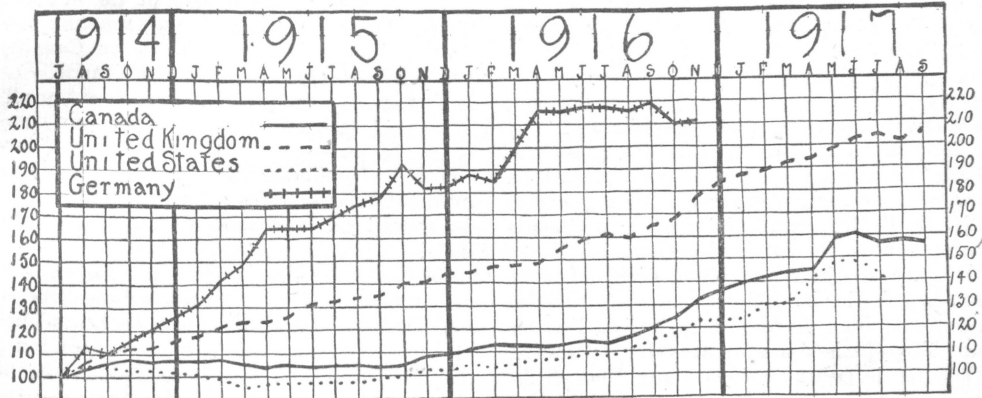
Les
des al
pays.

de faç
mille
groupe
1914, i
pris co
chaque
alors é
lors, e
d'avan
pource
dans l
est gr
pays.

Le r
tableau
chaque
point
queme
rence

PRIX COMPARÉS DU DÉTAIL.

COUT DES ALIMENTS AU PAYS ET A L'ÉTRANGER.



Le tableau ci-dessus établit une comparaison de la hausse des prix au Canada, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne, avec la cote de l'avant-guerre dans chaque cas. Ce n'est pas une comparaison des cotes générales de prix.

PLUSIEURS idées extravagantes ont cours au sujet du contrôle des vivres et de leur prix. La cause maîtresse de ces idées est le manque de renseignements sur les faits réels. Une étude des données compilées par le ministre du Travail du Canada fera ressortir les véritables faits touchant les changements de prix au Canada et dans les autres pays. Le ministère du Travail recueille chaque semaine des données sur les prix de quarante articles courants d'alimentation dans chacune de nos cinquante-et-une villes les plus importantes. Il compile aussi des données semblables venant du Bureau du travail des Etats-Unis et du Board of Trade britannique.

Les données indiquent comment le coût des aliments s'est augmenté dans chaque pays. Les articles courants sont choisis de façon à représenter le budget d'une famille ouvrière typique. Le coût de ce groupe de denrées, tel qu'il était en juillet 1914, immédiatement avant la guerre, a été pris comme repère, et compté à 100 pour chaque pays. Le coût de chaque groupe a alors été consigné pour chaque mois depuis lors, et s'exprime en pourcentage du prix d'avant guerre de juillet 1914. La série des pourcentages ainsi calculés est indiquée dans le tableau. Ainsi la hausse des prix est graphiquement consignée pour chaque pays.

Le point de départ de chaque ligne du tableau, constituant le prix étalon pour chaque pays en juillet 1914, représente un point différent pour chaque pays. Conséquemment, le tableau n'indique pas la différence entre les niveaux de prix des pays

divers. Il indique cependant une comparaison de la hausse des prix dans chaque pays basée sur le niveau d'avant-guerre.

Il serait possible de comparer le coût général de la vie au Canada et aux Etats-Unis; les salaires et les goûts dans les deux pays sont très comparables. M. R. H. Coats a établi une comparaison de ces niveaux de prix pour le mois de décembre avant la guerre, dans son rapport sur le coût de la vie (1915). Prenant les onze aliments comparables des budgets usités dans les deux ministères du Travail, il a constaté que les prix étaient plus élevés alors aux Etats-Unis qu'au Canada. Partant de ce principe, nous voyons qu'en juillet 1914 nous payions \$5.53 seulement pour les vivres qui coûtaient aux Américains \$5.78. Nous voyons donc que même si nos prix ont subi une hausse plus rapide, depuis la guerre, qu'aux Etats-Unis, ils étaient plus élevés avant la guerre dans ce dernier pays. Comment la situation se compare aujourd'hui se voit plus loin dans le tableau. Ce qu'il faut surtout remarquer, c'est que si le niveau des prix dans les deux pays s'est élevé dans des proportions très parallèles, le niveau canadien a haussé un peu plus vite que celui des Etats-Unis, à tout prendre; que le niveau américain des prix a réellement baissé durant la première année de la guerre, et a dépassé, dans le deuxième été seulement le point de départ; que le point de départ américain était de fait plus élevé que celui du Canada.

Il serait difficile de comparer les niveaux réels des prix d'Angleterre et du Canada. Le tableau indique très clairement toute-

fois que les prix se sont augmentés plus vite en Angleterre qu'au Canada. Sans doute la hausse des aliments aurait été bien plus accentuée en Angleterre sans le contrôle des vivres. Les prix des vivres ont accusé une hausse encore plus stupéfiante en Allemagne, et ceux d'Autriche, qui ne sont pas indiqués dans le tableau, se sont accrus encore plus rapidement.

Il reste donc avéré que les prix, au Canada, ne se sont pas tout à fait autant augmentés que ceux d'Angleterre, pour ne rien dire de l'Allemagne. Si les prix du Canada se sont plus accentués que ceux des Etats-Unis, cette différence vient presque entièrement de la baisse des cotes durant les premiers mois de la guerre, avant l'entrée des Etats-Unis dans les travaux de guerre. De plus, le point de départ aux Etats-Unis, et en conséquence le niveau général des prix américains, est plus élevé que ne le démontre le tableau. La hausse des prix au Canada s'est produite avant la nomination d'un contrôleur des vivres. Le tableau démontre que depuis la nomination le niveau des prix a accusé une légère

baisse, comme d'ailleurs aux Etats-Unis. Ceci s'est produit malgré l'immense augmentation des travaux de guerre aux Etats-Unis, et malgré le lancement de millions d'obligations-conjunctures qui chacune tendrait à hausser les prix même au Canada. La baisse de la mi-été est habituelle. Le soulagement de septembre est extraordinaire. Il serait intéressant de savoir comment le niveau américain a fluctué au cours des quelques mois derniers, mais la publication des séries du Bureau américain du travail est toujours en retard de deux mois.

Le tableau suivant indique une comparaison récente des prix du détail de certains articles dans quelques villes des Etats-Unis et en Angleterre, des prix correspondants des plus grandes villes du Canada, et de la moyenne de toutes les villes du Canada. On devra remarquer dans le cas du lait que la pinte américaine est d'un cinquième plus petite que la pinte canadienne. En conséquence le prix de la pinte canadienne est indiqué entre crochets pour faciliter la comparaison avec nos prix.

PRIX COMPARATIFS DU DÉTAIL AU CANADA, EN ANGLETERRE ET AUX ETATS-UNIS
POUR SEPTEMBRE 1917.

	New-York.	Montréal.	Buffalo.	Toronto.	Chicago.	St-Paul.	Winnipeg.	Angleterre.
Lait..... pinte.	+14 (17.5)	11	+11 (13.75)	11.1	+10½ (13)	+ 9 (11)	12	14
Oufs frais..... douz.	68	55	57	55	44	46	45	85
Pommes de terre..... boiss.	2.20	1.31	1.68	1.19-1.39	1.76	1.40	1.00	.....
Sucre..... liv.	8½	10	9	10	9½	9½	10½	51½-57
Bacon..... liv.	50	43	53	45	47	46	38	(culotte)
Bifteck, culotte..... liv.	40	25.28	33	25-30	31	28	25	52½
Saumon, conserve..... liv.	25	22.5	24	25	27	32	.....	.....
Pain..... liv.	9	6.7	11	7.3	11½	10	6.4	* 4½
Avoine roulée..... liv.	.....	6	.....	.....	.....	.....	6	(farine d'av.) 9-10

†Les chiffres entre crochets indiquent le prix de la pinte canadienne, qui se trouve en proportion de 5-4 de la pinte américaine.

*Le pain de guerre subventionné par le gouvernement et contenant une farine autre que la blanche.

Ces denrées ont été choisies seulement parce qu'elles étaient les plus comparables de toutes celles des listes officielles du ministère du Travail dans les pays en question, et non pas pour établir un aspect favorable au Canada. Le sucre excepté, la comparaison est très à l'avantage du Canada. Tous savent que le sucre est surtout un produit d'importation au pays, alors que les Etats-Unis produisent une forte partie de leur approvisionnement et obtiennent presque

tout le reste de leurs fèves et de Cuba. Le faible coût du pain en Angleterre ne peut pas raisonnablement se comparer avec le prix du pain canadien. Celui-ci est fait de farine blanche alors que le pain anglais est un pain de guerre, fait de farine mélangée; et l'industrie boulangère d'Angleterre est subventionnée par le gouvernement. Ces exceptions faites, le tableau s'explique par lui-même.

EC

Par de
Vivres d
deux jo
" sans k
rendue
publics,
deux vi
rine bla
Les bu
reçu des
nes. Ce
tion me
rine pou
août), e
septemb
sommat
minée e
vis par
bacon e
multipli
présente
proporti
aliments
qui aura
mois se
août, et
la somm
primant
dans un
rant le r
consomm
fie une
de 0.571
17 août-
servis a
mation
ou une
de 0.375
tion pou
que pou
tion de k
6,000 liv
Il y a d
27.02 po
fallu ser
vaient p
même n
ment de
Nous
conomie
diverses
cas un
d'une m
rie de c
ou un r

ECONOMIE DU BOEUF ET DU BACON.

Par décret de l'Exécutif, le Contrôleur des Vivres du Canada instituait le 17 août 1917 deux jours par semaine "sans bœuf" et "sans bacon". L'observance de ces jours, rendue obligatoire pour les restaurateurs publics, a produit une forte économie de ces deux viandes, et une forte économie de farine blanche a aussi été effectuée.

Les bureaux du Contrôleur des Vivres ont reçu des rapports de vingt villes canadiennes. Ces rapports embrassent la consommation mensuelle de bœuf, de bacon et de farine pour le mois précédent (17 juillet au 17 août), et le mois suivant (17 août au 17 septembre) le décret de l'Exécutif. La consommation quotidienne par tête est déterminée en divisant le nombre des repas servis par le nombre des livres de bœuf, de bacon et de farine blanche utilisées, et en multipliant le résultat par trois, afin de représenter une journée de trois repas. La proportion d'économie pour chacun de ces aliments se trouve en calculant la somme qui aurait été consommée dans le deuxième mois selon la moyenne antérieure au 17 août, et en soustrayant du chiffre précédent la somme réellement consommée, et en l'exprimant en moyenne. Ainsi, supposons que dans un hôtel on ait servi 42,000 repas durant le mois 17 juillet-17 août, et que le bœuf consommé ait été de 8,000 livres. Cela signifie une consommation quotidienne par tête de 0.571 livre. Pendant le mois suivant, 17 août-17 septembre, le nombre des repas servis a été de 48,000, alors que la consommation de bœuf n'a été que de 6,000 livres, ou une consommation quotidienne par tête de 0.375 livre. Si la moyenne de consommation pour le deuxième avait été la même que pour le premier, le total de consommation de bœuf aurait été de 8,222 livres. Mais 6,000 livres seulement ont été consommées. Il y a donc eu économie de 2,222 livres ou 27.02 pour 100 de la quantité qu'il aurait fallu servir si les jours "sans bœuf" n'avaient pas été institués. Naturellement, la même méthode s'applique dans l'établissement des économies en bacon et en farine.

Nous montrons ci-contre la moyenne d'économie en bœuf et en bacon signalée dans diverses villes canadiennes. Dans plusieurs cas un certain nombre d'établissements d'une même ville est représenté, chaque série de chiffres étant donnée pour un hôtel ou un restaurant importants.

	Moyenne en bœuf.	Moyenne en bacon.
Québec...	29'30	29'61
Montréal—		
Etablissement N° 1.	25'30	26'12
Etablissement N° 2.	49'48	79'84
Etablissement N° 3.	50'70	80'25
Toronto—		
Etablissement N° 1.	47'03	30'87
Etablissement N° 2.	63'04	75'62
Etablissement N° 3.	28'35	65'00
Etablissement N° 4.	28'47	84'86
Ottawa...	78'64	75'18
Hamilton...	40'85	46'28
Winnipeg...	44'81	34'10
Calgary...	52'67	40'93
Regina...	51'17	10'02
Edmonton...	23'13	39'37
Banff...	24'01	41'77
Vancouver...	46'13	
Victoria...	41'00	33'00

Les rapports dans lesquels les chiffres sont puisés comportent la desserte d'environ 2,700,000 repas par mois dans vingt-cinq gros établissements seulement, ou l'équivalence de nourriture pour trente mille personnes. L'économie indiquée en livres de bœuf et de bacon donne à peu près les chiffres suivants:

Economie mensuelle de bœuf, 200,000 livres ou 200 tonnes.

Economie mensuelle de bacon, 66,000 livres ou 33 tonnes.

Le bœuf épargné nourrirait pendant une journée dix divisions d'armée, ou une division pendant dix jours, à raison d'une ration généreuse d'une livre par jour. Le bacon fournirait des rations, selon l'ordinaire canadien, pour beaucoup plus que la moitié de l'armée canadienne pendant une journée, le chiffre réel étant de 352,000 hommes, et la ration étant de trois onces.

L'économie en farine blanche est encore indéterminée, bien qu'elle semble indiquer de quinze à vingt-cinq pour cent. Comme il y a environ 16,500 restaurants publics au Canada, on verra que, si un nombre relativement faible seulement des plus grands établissements se trouvent compris dans les résultats indiqués plus haut, le tonnage en bœuf, bacon et farine économisé chaque mois dans tout le pays se chiffrera à un montant considérable de tonnes—dans les milliers—pour une année.

Incidemment on pourra remarquer qu'un grand hôtel a complètement abandonné l'emploi de la farine blanche. A tout prendre les règlements du Contrôleur des Vivres ont été pleinement et loyalement observés.

LA QUESTION DES VIVRES.

La visite que lord Northcliffe, le chef de la Mission britannique de guerre aux Etats-Unis et au Canada, a récemment faite à Ottawa, avait pour but la discussion des questions essentiellement importantes de la conservation et du contrôle des vivres. On a offert les prix jusqu'ici payés par les acheteurs des Alliés sur ce continent, sans consultation préalable avec les organisations chargées du contrôle des vivres, soit au Canada ou aux Etats-Unis, et sans tenir compte de ces organisations. On a reconnu la nécessité qu'il y a de changer ces méthodes, et lord Northcliffe travaille de concert avec M. Hanna, afin d'établir une coopération complète entre l'organisation d'achat des alliés dans l'Amérique du Nord et les contrôleurs des vivres du Canada et des Etats-Unis. On espère que ces conférences accompliront beaucoup de bien.

Après s'être consulté avec M. Hanna, à Ottawa, lord Northcliffe a prononcé un discours, à un banquet donné par le club Canadien, à Montréal. Voici la partie de ce discours qui a trait au contrôle des vivres:

"Ma présence à ce banquet avait pour objet très pratique la discussion de la situation des vivres avec votre contrôleur. J'ai eu le plaisir de rencontrer et de connaître les trois contrôleurs, M. Hoover, lord Rhonda et M. Hanna, et il me semble que ces trois hommes sont absolument de la même trempe, qu'ils ne craignent aucunement la critique et qu'ils ont eu le courage d'assumer la tâche la plus impopulaire qui existe peut-être dans toute démocratie, c'est-à-dire, la diminution de la quantité du repas de chaque personne. J'affirme qu'un contrôleur de vivres doit avoir le courage du lion, l'œil du hibou et la peau du bison.

"On ne m'accusera pas, j'espère, de haranguer mes compatriotes, si je fais observer que je n'ai pas constaté, au Canada, un signe très prononcé du contrôle des vivres, comparé aux restrictions imposées sur nos vivres en Grande-Bretagne. Voici la situation des vivres du monde entier, telle que me l'ont décrite les trois grands experts de vivres, des gens qui ont, comme M. Hanna, étudié le sujet pendant des années. A cause de la pénurie de la main-d'œuvre, occasionnée par la guerre, par le nombre d'hommes qui se sont enrôlés dans l'armée et de ceux qui ont trouvé de l'emploi dans les fabriques de munitions, on a arraché les ouvriers à la terre, qui a produit des récoltes variées, avec le résultat que les vivres manquent aujourd'hui dans l'univers. La chose est très difficile à croire dans

toute grande ville. Dans toutes les grandes villes en guerre que j'ai visitées, les magasins, les hôtels et les restaurants m'ont paru regorger de vivres. Néanmoins, si vous examinez l'augmentation du prix des vivres dans tous ces pays, même dans les pays rigoureusement contrôlés comme le nôtre, où il est maintenant presque impossible de réaliser des profits, vous ne pouvez nier le fait qu'il y a une raison véritable de cette augmentation du prix des vivres. Il faut, en grande partie, attribuer cette véritable raison aux restrictions qu'il faut imposer sur les vivres du public. . .

"Je dois formuler une ou deux observations au sujet du Contrôleur des Vivres. En Grande-Bretagne, nous avons, comme au Canada, la réputation de maintenir une loi que nous avons adoptée. La conception des méthodes voulues du contrôle des vivres a été longue, et je ne crois pas que, même dans dix ans, le projet soit parfait, car il varie suivant les circonstances, le temps et les besoins. Le projet de lord Rhonda est cependant vaste et, malgré son impopularité, comme celle de tout projet de contrôle des vivres, il fonctionne bien. . .

"La véritable raison pour laquelle nous prenons toutes ces précautions, en Grande-Bretagne, n'est aucunement le but de protéger la population civile, mais de veiller à ce que les armées alliées, combattant au front, obtiennent leurs pleines rations. Je sais que beaucoup de mes auditeurs connaissent le sens du mot "front". Ils sont allés à la guerre, et je ne puis imaginer de plus grand égoïsme de la part d'une démocratie que de manger copieusement pendant que ses soldats manquent de vivres sur ce triste sol qu'ils foulent depuis trois ans. La tâche même du soldat exige qu'il soit l'homme le mieux nourri de l'univers.

"Nous ne sommes pas seulement obligés de protéger la nourriture du soldat. Je n'ai pas les chiffres sous les yeux, mais vous savez tous que, depuis le commencement de la guerre, le nombre des navires de la marine britannique et de ceux qui y sont attachés a décuplé. Quand nous songeons parfois à la marine, nous n'avons dans l'idée que les mots grands cuirassés d'escadre, contre-torpilleurs et sous-marins. Il faut y ajouter des milliers de petits navires, des chalutiers, des bateaux de dérive, des navires-observatoires. A bord de tous ces navires, été et hiver—et n'oubliez pas que l'hiver est très rigoureux dans la mer du Nord et dans le nord de l'Atlantique—

vivent des
les jours, le
leur service

"Outre n
navire allen
puis les di
aviateurs.
homme puis
une altitud
ments chau
nés d'oxygè
pouvez-vous
ter avec un

"Pouvez-
des tranchée
si vous din
de lard, ai
rations? Po
mes et les
fabriques e
quer de nou
raisons pou
Grande-Bre
au contrôle
félicite d'a
fait, un ho
presque im
critiques au

PLUS C
Une femm
de la

Mme Ele
mes auxilia
ganisation
tre au Cont
"Le com
charge de d
alimentaire
quel succès
dames dise
Hanna sût
prévoyait l
tion des fe
ont mainte
et de cama
ville, ce qu
percutera :
prochain."

QU
Lord Nor
quelque té
des vivres
blème étai
actuelle.

"Je crois
avez un e

vivent des hommes qui doivent avoir, tous les jours, leur pleine ration pour accomplir leur service.

"Outre notre marine, qui a empêché tout navire allemand de paraître sur l'océan depuis les dix-huit derniers mois, il y a les aviateurs. Pouvez-vous concevoir qu'un homme puisse supporter cette vie d'enfer, à une altitude de 18,000 pieds, dans des vêtements chauffés à l'électricité et approvisionnés d'oxygène pour permettre la respiration, pouvez-vous imaginer qu'ils puissent résister avec une demi-ration?"

"Pouvez-vous imaginer que les soldats des tranchées puissent survivre une semaine, si vous diminuez leurs portions de fèves et de lard, ainsi que leurs différentes autres rations? Pouvez-vous concevoir que les hommes et les femmes qui travaillent dans les fabriques et dans les mines puissent manquer de nourriture? Voilà quelques-unes des raisons pour lesquelles nous attachons, en Grande-Bretagne, une si grande importance au contrôle des vivres du peuple. Et je vous félicite d'avoir trouvé, comme vous l'avez fait, un homme qui remplisse un emploi presque impossible, et qui se soucie peu des critiques auxquelles il est en but."

PLUS QU'IL NE PENSAIT

Une femme de Barrie parle des bienfaits de la distribution des cartes d'Engagement.

Mme Eleanor Gurnett, secrétaire des dames auxiliaires du comité d'Ontario de l'Organisation des ressources, dit dans une lettre au Contrôleur des Vivres:

"Le comité des dames de Barrie, qui a charge de distribuer les cartes d'engagement alimentaire, m'a demandé de vous dire avec quel succès il a accompli son travail. Ces dames disent qu'elles aimeraient "que M. Hanna sût qu'il a accompli plus qu'il ne prévoyait lorsqu'il a demandé la collaboration des femmes du pays, car ces femmes ont maintenant établi un bel esprit de corps et de camaraderie avec les ménagères de la ville, ce qui, elles en sont certaines, se répercutera à leur avantage mutuel l'hiver prochain."

QUI VA EN MANQUER ?

Lord Northcliffe, parlant à Toronto il y a quelque temps sur la question de fournir des vivres à l'armée, a déclaré que ce problème était le point vital dans la guerre actuelle.

"Je crois, a dit Lord Northcliffe, que vous avez un excellent Contrôleur des Vivres.

Il possède les mêmes qualités et les mêmes pouvoirs que les Contrôleurs des Vivres de l'Angleterre ou des Etats-Unis. Comme eux aussi, il ne s'émeut guère de ce que le peuple pense de lui.

"La question d'économiser des vivres ne signifie pas que c'est pour économiser de l'argent, mais les économistes admettent que l'approvisionnement des vivres dans le monde entier en ce moment, n'est pas suffisant pour nourrir toutes les armées et toutes les populations civiles.

"Qui donc doit manquer de vivres, a ajouté Lord Northcliffe? Je suis de ceux qui croient que nos soldats dans les tranchées ne doivent pas être privés de nourriture à cause de nous. Il faut donc que la population civile diminue la proportion de sa consommation de vivres, ou bien nos soldats devront souffrir de privation de nourriture."

Dans une entrevue accordée aux journalistes, Lord Northcliffe a déclaré:

Personne n'est plus important aujourd'hui dans aucun pays, que le Contrôleur des Vivres. C'est, du reste, très facile à comprendre. Personne n'aime à être mis à la raison. Vous savez cela vous-mêmes. Comment aimeriez-vous à voir votre déjeuner réduit de moitié, et le prix doublé? La question se résume à ceci: il faut absolument que vous mangiez moins, si vous voulez continuer à nourrir nos armées."

Les profiteurs de guerre sont-ils encore à l'œuvre en Angleterre? A-t-on demandé à lord Northcliffe.

Sans doute qu'ils le sont. Vous ne pouvez pas empêcher complètement cet état de choses. Il y a de temps en temps certaines circonstances que vous ne pouvez pas toujours contrôler, de même qu'on ne peut pas toujours contrôler les prix et les quantités.

LE PERSONNEL DU BUREAU DU CONTRÔLE DES VIVRES.

Rapports erronés sur les salaires payés.

Malgré des démentis répétés, la rumeur persiste encore que des salaires exorbitants sont payés aux fonctionnaires du Bureau du Contrôle des Vivres. On a même dit qu'un secrétaire recevait un traitement annuel de \$15,000. Le plus haut salaire payé au Contrôleur des Vivres est de \$4,500 et les quatre plus forts traitements réunis ne dépassent pas \$15,000 par année. Il ne serait fait aucune allusion à ce sujet dans le Bulletin si ce n'était que ces rapports erronés augmentent les difficultés de la tâche du Contrôleur des Vivres.

QUESTIONS ET REPONSES.

Au bureau du Contrôleur des Vivres, à Ottawa, on reçoit tous les jours un grand nombre de demandes de renseignements de caractère spécifique. On a jugé sage de consacrer un certain espace de cette publication aux réponses à faire aux plus importantes de ces questions.

1.—Q. Qu'est-ce qui rend possible le bas prix du pain dans la Grande-Bretagne?

R. En Angleterre le prix du pain est peu élevé parce que le gouvernement a subventionné la farine; c'est-à-dire qu'il contrôle les marchés du blé et de la farine, et qu'il laisse avoir aux consommateurs de la farine à un prix inférieur au prix coûtant, et paye la différence avec les fonds de la nation. Le "New-York Times" explique ainsi la situation: Ce n'est pas une raison parce que certaines denrées alimentaires qui proviennent de ce continent, sont vendues meilleur marché de l'autre côté de l'océan, qu'on peut les vendre aussi bon marché ici, et le pourquoi est parce que le prix de vente de ces denrées à l'étranger n'est pas ce qu'on peut appeler un prix selon la science économique. Les minotiers britanniques ne peuvent se procurer du grain que du Contrôleur des Vivres, et il ne leur en fournit qu'à la condition de vendre la farine à bon marché. Et cette farine à bon marché n'est vendue aux boulangers qu'à la seule condition qu'à leur tour ils vendront le pain à bon marché. La différence est comblée à l'aide des fonds de la nation."

2.—Q. Depuis quand le contrôle des vivres existe-t-il en Grande-Bretagne?

R. Le contrôle officiel des vivres a été établi le 26 décembre 1916.

3.—Q. Le contrôleur des vivres du Canada a-t-il fixé à \$1.25 le prix du sac de patat s de 90 livres?

R. Non. Le contrôleur des vivres a annoncé son intention d'exiger régulièrement des renseignements de la part de tous les marchands en gros, la différence entre le coût d'origine et le prix de vente du marchand en gros, ne devant pas dépasser un pourcentage raisonnable.

4.—Q. Est-il vrai qu'actuellement les vivres se vendent aux Etats-Unis de 25 à 40 pour 100 meilleur marché qu'au Canada, vu les mesures rigoureuses prises par l'administrateur des vivres aux Etats-Unis?

R. Non. Pour le pain et le lait les prix sont inférieurs au Canada. Quant au niveau général des prix des denrées il est très

sensiblement le même dans les deux pays. Un des articles de cette brochure établit une comparaison des prix, pour un grand nombre de produits.

5.—Q. Qu'est-ce qui est responsable de la mise en vigueur et de l'observation des règlements établis par le Contrôleur des Vivres?

R. Les règlements recommandés par le Contrôleur des Vivres et approuvés par arrêté du conseil, font actuellement partie des lois du Canada, et comme tels devraient être mis en vigueur par les autorités régulières de la police, qui doit les faire observer.

6.—Q. Pourquoi le pain bis coûte-t-il au consommateur autant que le pain blanc?

R. La demande de pain bis "graham bread" a été si limitée qu'on doit le faire à la main, et, conséquemment, le coût de la main-d'œuvre est jusqu'à un certain point plus élevé que pour le pain blanc, qui est en très grande partie fabriqué à l'aide de machines. La matière première du pain bis devrait coûter meilleur marché; toutefois l'économie que fait de ce chef le boulanger n'est pas aussi considérable que certaines gens se l'imaginent. Maintenant, le Contrôleur des Vivres a le pouvoir de se faire rendre des comptes par les marchands en gros des produits alimentaires, aussi, a-t-il annoncé son intention de voir à ce que les bénéfices ne dépassent pas un chiffre raisonnable. On est en train de recueillir des renseignements sur le coût de la production, et un maximum a déjà été fixé quant aux bénéfices des minotiers. Ce n'est pas principalement en vue d'une économie sur le coût que le Contrôleur des Vivres a suggéré que le pain bis pourrait remplacer le pain blanc, mais parce que si cette substitution se réalisait sur une grande échelle, on pourrait économiser de grandes quantités de blé.

RAPPORT A LA POLICE.

Le Contrôleur des Vivres déclare qu'on n'a pas et qu'on n'a jamais eu l'intention de réquisitionner des approvisionnements de fruits en conserves, et qu'il faudrait rapporter au poste de police le plus rapproché les personnes qui se prétendent autorisées à pénétrer dans les maisons privées avec l'autorisation du Contrôleur des Vivres.

LE

Les alliés

Les prod armées. I sous laque combattan à soulager l'augmenta conservant de la prod blème tou tion de la

Aujou des porc, la produc moyenne que de 6. seulement.

faibles pr sur l'Am porc et de

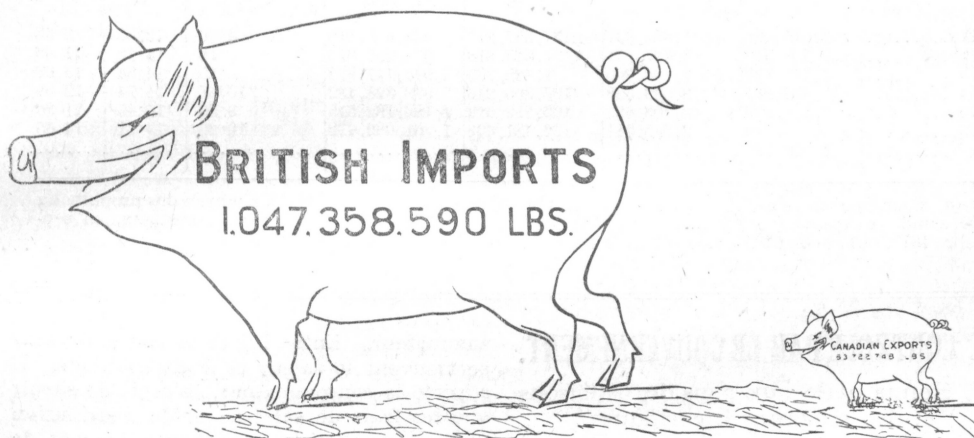
L'entrée signifie qu produits c pour nov Grande-Br donc sur tée pour du porc. bles est a diminutio rope, s'att rapidité c ra. Ceci qu'il y au

LE BESOIN DES PRODUITS DU PORC.

Les alliés demandent des approvisionnements augmentés et le marché est virtuellement sans limite.

Les produits du porc sont requis pour les armées. Le bacon est la forme la meilleure sous laquelle le gras peut être fourni aux combattants. Le Canada a déjà contribué à soulager les besoins des Alliés, dans l'augmentation des approvisionnements, en conservant ici le bacon. L'augmentation de la production au Canada est un problème tout aussi important que la diminution de la consommation domestique.

Depuis le commencement de la guerre, les troupeaux de porcs des nations d'Europe, y compris les nations ennemies, ont diminué de 32,425,000 têtes. Même si les Alliés devaient tuer le plus grand nombre de leurs porcs, ils ne pourraient pas encore satisfaire à leurs propres besoins. L'importation des produits de porc venant des pays neutres qui entourent l'Allemagne, par les pays alliés, a diminué à de bien



Importations anglaises.

Exportations canadiennes.

Aujourd'hui que les cultivateurs canadiens sont encouragés à augmenter leur élevage des porcs, il est important de comprendre qu'il n'y a pas de danger que l'expansion de la production porcine en Amérique du Nord encombre le marché d'Europe. L'exportation moyenne nette du Canada en produits de porc pour l'intervalle de 1911 à 1916 n'a été que de 6.08 pour cent des importations de produits semblables en Grande-Bretagne seulement. La vignette indique la comparaison.

faibles proportions. Les Alliés comptent sur l'Amérique pour s'approvisionner de porc et des produits du porc.

L'entrée des Etats-Unis dans la guerre signifie que la demande en bacon et autres produits du porc sera fortement augmentée pour nourrir l'armée américaine. La Grande-Bretagne et les Alliés compteront donc sur le Canada en proportion augmentée pour l'approvisionnement en produits du porc. Ainsi un marché à prix profitables est assuré au cultivateur canadien. La diminution des troupeaux de porcs d'Europe, s'attend-on, va se continuer avec une rapidité croissante tant que la guerre durera. Ceci assure au cultivateur du Canada qu'il y aura bon placement pour ses porcs

en Europe pendant des années après la guerre.

Afin d'encourager une production plus grande en porcs, le Contrôleur des Vivres du Canada s'est entendu avec les meuniers pour que le son soit vendu aux éleveurs au prix coûtant. De plus les salaisons seront assujetties à des réglementations sévères et bornées à une marge raisonnable de profits.

La perspective au Canada est qu'il y aura une échelle plus basse de prix pour les fcurrages, et un haut prix moyen pour les produits du porc. C'est donc l'avantage pécuniaire du cultivateur que de produire des porcs. Les porcs s'accroissent rapidement; il y a besoin urgent d'augmenter rapidement la production pour affronter une

demande mondiale croissante; cet élevage semble aujourd'hui offrir les perspectives les plus avantageuses d'élevage au cultivateur canadien.

La population suburbaine peut aider à la solution du problème. Bon nombre de gens habitant les zones suburbaines pourraient facilement prendre un porc et le nourrir de

déchets ménagers. En Allemagne, 4,000,000 de cochons, plus d'un demi-million au delà du nombre total des porcs des fermes canadiennes en 1916, sont entretenus de cette façon.

Le tableau suivant mérite une étude soigneuse:

Année.	Porcs sur fermes.	Tués par inspecteur du gouvernement. (a)	Exportations nettes du Canada en porcs, bacon, jambon et saindoux. (a)	Importations britannique en produits de porcs de toutes sortes.	Relation des exportations de produits de porcs du Canada aux importations britanniques.	Prix britannique la livre. (b)	Prix canadien, gros. (c)
			livres.	livres.	p. c.	c.	\$ c.
1911.....	3,610,428	1,852,997	37,357,211	933,608,816	4'00	12'55	9 68
1912.....	3,447,310	1,607,741	1,528,818	968,251,872	'16	13'18	11 08
1913.....	3,448,326	1,799,060	1,429,765	946,747,872	'15	14'94	13 09
1914.....	3,434,261	2,598,338	107,300,246	988,328,432	10'86	14'74	12 05
1915.....	3,111,909	2,363,693	105,289,019	1,186,132,516	8'88	16'45	11 80
1916.....	3,474,840	2,245,511	129,431,433	1,261,082,032	10'26	19'81	14 65
1917.....	3,619,382						

(a) Pour l'exercice financier terminé le 31 mars de l'année indiquée. (b) Prix moyen des produits du porc, saindoux excepté. (c) Porc préparé, par cent livres. Les arrivages aux parcs à bestiaux, en septembre 1917, ont été de 64'53 pour 100 seulement des arrivages de septembre 1916.

LE CONTROLE PAR LE GOUVERNEMENT.

M. Hanna parle aux gens des salaisons et des magasins frigorifiques.

Le contrôle efficace des salaisons et des établissements d'emmagasinage frigorifique du Canada—voilà le programme exposé par le Contrôleur des Vivres à une assemblée représentative des sauteurs et marchands de denrées alimentaires. A la suite du discours de M. Hanna, un comité représentant les salaisons a été nommé pour collaborer avec le Contrôleur des Vivres.

Les marchands de denrées ont aussi manifesté leur volonté de collaborer dans le même sens.

M. Hanna a expliqué dans son discours que son bureau travaillait de pair avec les gouvernements fédéral et provinciaux dans une campagne de production générale qui embrasse l'élevage des porcs dans une proportion aussi forte que possible. Il a ajouté:

"L'éleveur de porcs voudra savoir, dès les débuts, qu'il lui est assuré, comme éleveur, sa part raisonnable du prix payé par le con-

sommateur. Entre lui et le consommateur se trouvent le sauteur et le distributeur. Il a, avec le consommateur, le droit de savoir que les frais de salaison et de distribution sont en proportion raisonnable du coût de ses services. C'est parce que nous étudions actuellement cette question, surtout la question qui à trait aux sauteurs et aux entreposeurs-refrigerants, que vous êtes ici aujourd'hui."

"Relativement aux meuneries, nous avons déterminé ce qui constitue virtuellement le contrôle du gouvernement, sous forme de patentes. Nous adoptons le même mode quant aux marchands de gros en fruits et légumes. On n'a pas décidé quelle ferme sera adoptée quant aux salaisons et entrepôts frigorifiques, mais elle doit signifier le contrôle officiel pratique et efficace. Nous voulons sur ce point votre aide et votre coopération. Je suis certain que vous nous donnerez le bénéfice des deux, à moins que votre solution ne soit pratique et juste envers le commerce lui-même, tout en reconnaissant pleinement les droits du public dans les temps comme ceux-ci, elle faillira."

QUE CHAQUE FAMILLE ACHÈTE LES OBLIGATIONS DE LA VICTOIRE.

LA SITUATION DU SUCRE.

Economie nécessaire pour remédier à la disette temporaire.

La disette temporaire du sucre, qui continuera jusqu'à l'arrivée de la nouvelle récolte, vers le premier de l'an, exige une prudente conservation, l'empêchement de l'accaparement et la diminution de la consommation sous forme de sucreries, etc. Dans un rapport concernant la situation, l'honorable W. J. Hanna, le contrôleur des vivres du Canada, expose :

"La solution de la situation temporaire du sucre offre aujourd'hui deux alternatives. La première consiste à adresser une demande aux commerçants et au public, et la deuxième à appliquer les règlements les plus sévères.

"Il ne faudrait pas recourir à cette dernière alternative. En effet, quand le public canadien comprendra la situation, je suis sûr qu'il fera tout son possible pour diminuer sa consommation de sucre jusqu'à l'arrivée de la nouvelle récolte. Il appartient au peuple canadien de décider quelle méthode il faudra adopter.

"Le prix auquel les raffineurs vendent le sucre aux marchands à commission ne devrait pas dépasser le prix actuel, car on a, depuis quelque temps déjà, fixé les prix du sucre brut à New-York, malgré la disette des approvisionnements de sucre brut à Cuba.

"Les raffineurs et les marchands à commission exerceront, sans doute, un soin extrême et n'expédieront à leurs clients que suivant les besoins normaux de ces derniers, et si l'on découvrait que des commerçants haussaient les prix, ou bien vendaient du sucre afin d'encourager leurs clients à acheter d'autres marchandises, il faudrait refuser toutes autres expéditions à ces commerçants.

"Les détaillants devraient exercer une vigilance extrême et ne vendre qu'à leurs clients, suivant les besoins normaux de ces derniers, et empêcher ainsi l'accaparement privé.

"Le public en général peut être d'un grand secours en conservant le sucre avec soin et en diminuant la consommation des sucreries, etc. La consommation moyenne de la France est d'une livre par personne par mois, tandis qu'au Canada la consommation est de sept livres par personne par mois. Par conséquent, la diminution qu'il faudra nécessairement opérer dans la consommation du sucre de ce pays n'occasionnera pas une grande privation."

La disette ne sera que temporaire. La nouvelle récolte de Cuba est la plus forte

que l'île ait jamais connue, et on l'estime à pas moins de trois millions de tonnes de sucre brut, dont le transport commencera entre le 1er et le 15 décembre. Les récoltes de Porto-Rico et de Saint-Domingue promettent d'accuser une augmentation sur celle de l'année dernière, et on les évalue à 500,000 tonnes. Leur transport s'effectuera à peu près en même temps que le transport des produits de Cuba. Vers le 15 décembre, on transportera trois cent mille tonnes de la Louisiane. Outre le sucre de canne, les Etats de l'Ouest et du Centre des Etats-Unis produiront 700,000 tonnes de sucre de betterave. L'effet de la nouvelle récolte se fera sentir dans à peu près trois semaines sur le marché de New-York.

On croit donc qu'il y aura, l'année prochaine, des approvisionnements de sucre suffisants pour satisfaire les besoins de tous les pays alliés, y compris le Canada et les Etats-Unis. A la vérité, on espère que les prix seront, l'année prochaine, inférieurs à ceux qui ont régné cette année.

L'arrivée de sir Joseph White-Todd et de M. John V. Drake, les membres de la commission internationale du sucre, qui sera chargée de faire tous les achats pour le compte des Alliés, a pour résultat de centraliser en une seule organisation le contrôle de tous les approvisionnements de sucre. Le prix du sucre brut de Cuba a baissé d'un demi-sou la livre, mais on ne peut s'attendre à une autre diminution avant l'arrivée de la nouvelle récolte sur le marché. En conséquence, d'ici la fin de l'année, le Canada et l'Est des Etats-Unis souffriront d'une disette de sucre. On croit cependant être en mesure de satisfaire à 50 ou 60 pour 100 de la demande, si toutes les classes du Canada et des Etats-Unis coopèrent avec les administrations des vivres et consentent à la répartition équitable de la diminution nécessaire dans la consommation.

Dans le but d'aider à traverser la disette temporaire du sucre, les Alliés ont prêté 23,750 tonnes de sucre aux consommateurs de New-York, en attendant l'arrivée de navires pour transporter cette quantité outre-mer. On est à conclure des arrangements en vue d'emprunter 16,500 tonnes de sucre appartenant à des exportateurs étrangers à New-York. L'Administration des vivres des Etats-Unis a acheté du gouvernement français 100,000 tonnes de sucre de la nouvelle récolte de la Louisiane. Cette transaction représente une valeur de \$13,000,000.

Prix
canadien,
gros.
(c)

\$ c.

5 9 68
8 11 08
4 13 09
4 12 05
5 11 80
1 14 65

produits du
x, en sep-

sommateur
buteur. Il
t de savoir
distribution
du coût de
s études
surtout la
et aux en-
s êtes ici

ies, nous
e virtuelle-
ment, sous
as le même
e gros en
scidé quelle
calaisons et
doit signi-
et efficace.
tre aide et
n que vous
es deux, à
it pratique
même, tout
s droits du
eux-ci, elle

TOIRE.

LA DISETTE DES VIVRES EST AIGUE.

Le peuple canadien doit augmenter sa production.

Dans un discours prononcé à une réunion tenue à Kingston, sous les auspices du Women's Canadian Club, l'honorable M. Hanna, le Contrôleur des Vivres, a déclaré que si la demande d'économie du blé, du bœuf et du bacon, adressée aux ménagères canadiennes, était pressante, lors de sa nomination au poste de Contrôleur des Vivres, il y a trois mois, cette demande était bien plus pressante qu'aujourd'hui.

"Durant les trois dernières semaines, j'ai discuté la situation avec l'organisation de M. Hoover, à Washington, et avec la Mission britannique, à New-York, et j'ai appris les faits intimes. Il m'est impossible de les exposer en public. Toutefois, avec l'aide des navires qui seront disponibles aux Etats-Unis, on recevra les produits alimentaires nécessaires," a-t-il déclaré. M. Hanna a énoncé que les approvisionnements de vivres de ce pays souffriraient d'une disette dans huit mois, et que cette disette serait encore plus grande dans un an. Nous devons cependant être prêts à continuer la guerre pendant deux ans, au besoin.

"Il se peut", a déclaré le Contrôleur des Vivres, que, dans quelques mois seulement, ce pays se trouve dans une situation difficile". Il a ajouté que, pour remédier à la situation, on a déjà organisé, sous les auspices du bureau du Contrôleur des Vivres, une campagne destinée à augmenter la production des produits alimentaires.

Depuis l'ouverture des hostilités, les porcs d'Europe ont accusé une diminution de 33,000,000, et ceux des Etats-Unis ont accusé une diminution de 10 pour cent. Une campagne de production de porcs, inaugurée aux Etats-Unis, a pour objet de changer la diminution en une augmentation de 15 pour cent.

L'honorable M. T. A. Crerar, le nouveau

ministre de l'Agriculture, a mis à notre disposition toutes les ressources de la division du bétail de son ministère, dans le but de nous aider dans la campagne canadienne, en vue d'augmenter la production des animaux comestibles," a affirmé le Contrôleur des Vivres. Il a fait observer que la campagne devrait être inaugurée avant trois semaines, si l'on voulait réaliser quelque chose dans les six prochains mois.

"S'il le faut", a déclaré M. Hanna, je suis prêt à fixer les prix. Mais je ne suis pas prêt à fixer des prix fantaisistes. Il serait facile de prendre un tableau noir et un morceau de craie, et d'inscrire les œufs à 18 cents la douzaine, ce qui serait un prix élevé, comparé à celui de 8 cents que je me rappelle avoir payé, il a plusieurs années; d'inscrire le beurre à 20 cents, prix qu'on trouverait élevé, comparé aux prix de 12 cents, auquel nos mères vendait le leur.

Ce n'est cependant pas le but. Je juge que mon premier devoir est de veiller à ce que les soldats qui combattent pour nous au front ne souffrent pas de la faim. (Applaudissements.) Dans la fixation des prix, nous devons veiller à ne pas tarir les sources d'approvisionnement."

NOMMÉ AVOCAT CONSULTANT.

A la prière de l'hon. W. J. Hanna, M. Frank H. Keefer, C.R., autrefois de Port-Arthur, et plus récemment de Thorold, Ont., a été nommé avocat consultant dans le bureau du Contrôleur des Vivres. M. Keefer fournit gratuitement ses services.

"Les économies d'aliments et les sacrifices que des millions de familles s'imposent au Canada et aux Etats-Unis, constituent, tout autant, à gagner la guerre que la production des munitions. Par une journée d'économie alimentaire chaque femme américaine ou canadienne peut contribuer à assurer la punition des crimes commis en Belgique, en Arménie, en Serbie, ainsi que pour celui de la destruction du "Lusitania" et de maintes autres atrocités. Que ces femmes ne craignent pas que leurs sacrifices seront faits en vain par suite d'une consommation déraisonnable de vivres en ce pays (en Grande-Bretagne)."

Lord Rhondda, Contrôleur britannique des vivres.